LADEPECHE.fr
ACTU • BONS PLANS • ANNONCES

SOCIAL. PROFESSIONNELS DE SANTÉ, ASSOCIATIONS DE MALADES, ASSOCIATIONS D'INSERTION, ONT MANIFESTÉ HIER. EN ATTENDANT LES TAXIS, AUJOURD'HUI.

La fièvre ne baisse pas sur le front social

DDM

En signe de mise à mort du système de santé solidaire, plusieurs dizaines de personnes ont pris part à un «die-in», hier à 13 heures, à l'Hôtel Dieu, sous les fenêtres de la direction du CHU de Toulouse. A l'invitation d'Act Up, plusieurs associations, syndicats, collectifs de malades et d'usagers, mais aussi des élus socialistes de la ville et du conseil général ont dit leur hostilité à la politique du gouvernement en matière de santé. De gigantesques bâches ont été déployées sur lesquelles on pouvait lire : «Contre la casse de l'hôpital public et de l'assurance maladie solidaire», et «Pour un accès aux soins égalitaire pour tous, sur tout le territoire».

Pour Guy Molinier (Act Up Toulouse), le gouvernement remet en cause le principe fondateur de la sécurité sociale selon lequel on cotise selon ses ressources et reçoit des soins selon ses besoins : «Cela a commencé par la réforme de l'assurance maladie et le forfait à 1€ de Douste-Blazy, ça a continué par le projet Hôpital 2007, avec la tarification à l'activité qui met en déficit les hôpitaux publics. Le CHU de Toulouse en était à 5 M€ de déficit en début d'exercice, il en est à 11 M€ aujourd'hui. Puis il y a eu l'arrivée des franchises médicales, et en attendant l'automédication qui vont provoquer accidents et surconsommation, le déremboursement de certains médicaments dits de confort».

Paraplégique, Yannick Martin peut en parler, de ces médicaments «de confort» : «Je vis de l'allocation adulte handicapé (628 € par mois) et n'ai pas de mutuelle. Je prends ces médicaments dit de «confort» chaque jour jusqu'à la fin de mes jours. En un an de traitement, si les nouvelles mesures annoncées par le directeur de la CNAM sur le remboursement des «vignettes bleues» à seulement 35% étaient appliquées, le total pour ma pomme serait de 512,31 € dont 50 € de franchise médicale, sur un total de 711,24 €». Un exemple parmi beaucoup d'autres de cette santé à deux vitesses que dénoncent les manifestants.

Malaise persistant à l'hôpital

Infirmières et aides-soignants des blocs opératoires des urgences et de neurochirurgie de Purpan et Rangueil n'en peuvent plus. Ils se disent «épuisés» par leurs conditions de travail dans des services à effectifs insuffisants, et «écœurés» par l'absence de réponses de la direction des ressources humaines du CHU qu'ils ont rencontrée hier après-midi.

Une infirmière des urgences, qui rappelle que leur combat est celui de la défense du service public, estime qu'il faudrait «trois infirmières de plus au bloc. Et sur les quatre aides-soignants qui partent, trois ne seront pas remplacés. Nous sommes déjà sur un rythme d'un week-end sur deux à 12 heures de travail par jour. Cela a un retentissement sur nos vies familiales». Elle pointe aussi les conséquences d'une logique purement économique : «Nous n'avons pas assez de matériel stérile le week-end. Nous sommes obligés d'aller en chercher dans les autres services.»

A la même heure, à l'hôpital Larrey, la CGT faisait signer une pétition lors d'un rassemblement dans le hall de l'établissement pour alerter sur l'absence de recrutement d'infirmières aux soins intensifs à l'abord de l'été.

Associations de réinsertion en péril

Les associations de réinsertion de toute la région ont manifesté hier du Capitole à la préfecture à l'appel de la FNARS. Depuis la fin des contrats emploi solidarité, les aides de l'État à ces associations qui remettent le pied à l'étrier aux personnes les plus éloignées de l'emploi se réduisent comme peau de chagrin. Au point de les mettre aujourd'hui en péril. « Les aides sur les salaires ont chuté de 25 % en trois ans », rappelle par exemple Rémy Martin, le directeur des Jardins de Cocagne du Comminges. Résultat : une baisse des effectifs et l'impossibilité d'accompagner les personnes en difficultés vers le retour au travail, sinon en creusant le déficit des structures.

Pour Denis-René Valverde, président de la FNARS Midi-Pyrénées, il n'est rien sorti de concret du Grenelle de l'insertion : « Des structures risquent tout simplement de mourir. La mise en place du contrat unique, à la charge des associations, a été catastrophique. » « C'est comme si on demandait à un organisme de formation de payer ses stagiaires », ajoute Rémy Martin.

Taxis en colère

À l'appel de la Fédération nationale des artisans taxis (FNAT), les taxis de la région se rendront de Sesquières à la préfecture en cortège, à partir de 10 heures. Gilbert Blanc, président régional de la FNAT explique que « les pouvoirs publics continuent à faire la sourde oreille » à leurs revendications. En ces temps de pétrole cher, ils demandent notamment un gasoil professionnel à taxe réduite, des incitations fiscales et l'exonération de l'éco-pastille « qui concerne tous les artisans sauf les taxis ». A noter que la Fédération nationale des taxis indépendants ne prend pas part à cette manifestation qu'elle considère comme « un coup d'épée dans l'eau » dans une période de négociations avec le gouvernement pendant laquelle il ne s'agit pas de jeter de l'huile sur le feu, selon Philippe Vidal, délégué FNTI.

Publié le 02 Juillet 2008 à 09h03 | **Auteur :** J.-L. D.-C.

Rajeunissement du visage:
Traitement des rides sans chirurgie Comblement.
Injections. Toulouse.
www.cliniquesaintaubin.com

Maison Retraite Toulouse
Places libres en Maison de Retraite à Toulouse dès Juillet 2008 !
www.CapRetraite.fr

Infirmier, Infirmière ?
Trouvez ou changez de poste sur le site emploi du paramédical
www.jobvitae.fr

Annonces Google

LADEPECHE.fr
ACTU • BONS PLANS • ANNONCES